

1982, chapitre 45

LOI CONCERNANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC

Projet de loi n° 105

présenté par M. Yves Bérubé, Président du Conseil du trésor et ministre délégué à la
Réforme administrative

Première lecture le 9 décembre 1982

Deuxième lecture le 11 décembre 1982

Troisième lecture le 11 décembre 1982

Sanctionné le 11 décembre 1982

Entrée en vigueur: le 11 décembre 1982

Lois modifiées:

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)

Loi concernant la rémunération dans le secteur public (1982, chapitre 35)



CHAPITRE 45

Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public

[Sanctionnée le 11 décembre 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

APPLICATION

Employeurs
visés,

1. La présente loi s'applique aux employeurs suivants:

1° le gouvernement et ses ministères;

2° les organismes dont le personnel est nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1), y compris les services de l'Assemblée nationale du Québec et toute personne nommée par celle-ci en vertu de la loi;

3° les collèges et les commissions scolaires visés dans la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1) de même que les sociétés de service visées dans l'article 30.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29), ainsi que les commissions scolaires Crie et Kativik;

4° les établissements visés dans la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux ainsi que les conseils de santé et des services sociaux institués en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);

5° les organismes gouvernementaux mentionnés à l'annexe.

Etablissements universitaires.

Aux fins de l'article 4, elle s'applique aussi aux établissements universitaires et aux institutions visés dans l'article 7 de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public (1982, chapitre 35).

Salariés visés.

Elle s'applique également aux salariés à leur emploi qui sont compris dans une unité de négociation pour laquelle une association de salariés est accréditée suivant le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) ou la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) ainsi qu'à une association de salariés accréditée pour représenter ces salariés.

Exception.

Elle ne s'applique pas toutefois aux salariés visés dans le paragraphe *d* de l'article 110 du chapitre F-3.1 ou dans le paragraphe *b* de l'article 1 du chapitre R-14 des Lois refondues du Québec. L'article 6 ne s'applique pas aux salariés représentés par le Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec ou l'Association des Chirurgiens dentistes du gouvernement du Québec ni à ces associations de salariés.

SECTION II

RÉMUNÉRATION MODIFIÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 1^{er} AVRIL 1983

Texte relatif à la rémunération.

2. Dans les cinq jours de la date de la sanction de la présente loi, le président du Conseil du trésor dépose au greffe du bureau du commissaire général du travail le texte de dispositions relatives aux traitements, traitements additionnels, primes, montants forfaitaires et, le cas échéant, aux montants additionnels que peuvent recevoir, du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1983, les salariés liés par une convention collective dont la durée a été prolongée par l'article 3 de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public (1982, chapitre 35).

Contenu.

Ce texte reproduit les dispositions du document sessionnel n° 650 déposé le 9 décembre 1982 devant l'Assemblée nationale du Québec.

Intégration à la convention collective.

3. À l'égard de chaque employeur, de chaque association de salariés et de chaque groupe de salariés qu'elles concernent, les dispositions du texte déposé au greffe du bureau du commissaire général du travail en vertu de l'article 2 font partie de la convention collective en vigueur et remplacent les dispositions qui apparaissent au document sessionnel n° 350 déposé devant l'Assemblée nationale du Québec le 26 mai 1982.

Dépôt au greffe.

Le dépôt au greffe d'un exemplaire de ce texte a l'effet d'un dépôt fait en vertu de l'article 72 du Code du travail.

Ajustement
de rémuné-
ration par
décret.

4. Le gouvernement peut par décret, modifier les conventions collectives dont la durée a été prolongée de trois mois en vertu de l'article 11 de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public de manière à rendre applicable aux salariés liés par ces conventions collectives un ajustement de rémunération comparable à celui qui résulte de l'application de l'article 2.

Effet du
décret.

Un décret pris en vertu du présent article prend effet à la date de son adoption ou à toute date antérieure ou postérieure qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION III

CONVENTIONS COLLECTIVES APPLICABLES AUX SALARIÉS

C.T.C.U.M.

5. La présente section s'applique également à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, aux salariés à son emploi qui sont compris dans une unité de négociation pour laquelle est accrédité le Syndicat du Transport de Montréal (Employés des Services d'entretien) (C.S.N.) ainsi qu'à cette association de salariés.

Société
des
alcools.

Elle s'applique aussi à la Société des alcools du Québec, aux salariés à son emploi qui sont compris dans une unité de négociation pour laquelle est accrédité le Syndicat du personnel technique et professionnel de la Société des alcools du Québec ou le Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec ainsi qu'à ces associations de salariés.

Texte relatif
aux condi-
tions de
travail.

6. Dans les cinq jours de la date de la sanction de la présente loi, le président du Conseil du trésor dépose au greffe du bureau du commissaire général du travail le texte de dispositions relatives aux conditions de travail des salariés.

Contenu.

Ce texte reproduit les dispositions du document sessionnel n° 651 déposé à l'Assemblée nationale du Québec le 9 décembre 1982 telles que modifiées par celles du document sessionnel n° 653 déposé le 11 décembre 1982.

Commission
scolaire Crie
et Kativik.

7. Dans le cas des commissions scolaires Crie et Kativik, le président du Conseil du trésor est autorisé à déposer au greffe du bureau du commissaire général du travail le texte de dispositions relatives aux conditions de travail de leurs salariés, lorsque l'une ou l'autre de ces commissions scolaires en fait la demande.

Obtention
d'une
accrédi-
tation.

8. Dans le cas d'une association de salariés qui obtient une accréditation suivant le Code du travail entre le 29 novembre 1982 et le 31 décembre 1985, le président du Conseil du trésor est autorisé à déposer au greffe du bureau du commissaire général du travail

le texte de dispositions qu'il détermine relativement aux conditions de travail des salariés qu'elle représente.

Affiliation. Si cette association est affiliée à une union, fédération ou confédération, les dispositions déposées suivant le premier alinéa sont celles visées dans l'article 6 dans la mesure où elles peuvent être appliquées en tenant compte de la fonction exercée par les salariés et de l'employeur concerné.

Conditions de travail. Ces dispositions remplacent, le cas échéant, celles déposées en vertu de l'article 6.

Dépôt au greffe. **9.** À l'égard de chaque employeur, de chaque association de salariés et de chaque groupe de salariés qu'elles concernent, les dispositions d'un texte déposé au greffe du bureau du commissaire général du travail, en vertu des articles 6 à 8, constituent une convention collective au sens du Code du travail et le dépôt d'un exemplaire de ce texte a l'effet d'un dépôt fait en vertu de l'article 72 du Code du travail.

Début des conventions collectives. **10.** Les conventions collectives visées dans les articles 6 à 8 lient les parties à compter de la date qui y est prévue même dans le cas où cette date est antérieure à celle prescrite par la loi pour l'expiration des conventions collectives actuellement en vigueur. Dans le cas où aucune autre date n'est prévue dans la convention collective, elle entre en vigueur le 2 avril 1983.

Fin des conventions collectives. Elles prennent fin le 31 décembre 1985 à l'exception de la convention collective liant la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et le Syndicat du Transport de Montréal (Employés des Services d'entretien) (C.S.N.) qui prend fin le 11 janvier 1984 et de celle liant la Société des alcools du Québec et le Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec qui prend fin le 31 décembre 1984.

SECTION IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Application du Code du travail. **11.** Dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec la présente loi, les dispositions du Code du travail s'appliquent à une convention collective déposée en vertu des articles 6 à 8 et aux dispositions déposées en vertu de l'article 2.

Association nouvellement accréditée. Une association nouvellement accréditée ne peut toutefois mettre fin à une convention collective visée par la présente loi ni la déclarer non avenue.

Renouvellement d'une convention collective.

12. Une convention collective visée dans l'article 9 est réputée contenir une disposition prévoyant que les conditions de travail applicables à la date de son expiration continuent de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective, si la convention collective renouvelle une convention collective qui, le 26 mai 1982, stipulait une telle disposition.

1982, c. 35, a. 15, ab.

13. L'article 15 de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public est abrogé.

L.R.Q., c. I-14, a. 190, remp.

14. L'article 190 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est remplacé par le suivant:

Résiliation d'engagement.

« **190.** Les commissaires et syndics d'écoles doivent résilier l'engagement des personnes occupant une fonction pédagogique ou éducative conformément à la convention collective régissant les parties.

Défaut de convention.

Toutefois, à défaut de telle convention ou si elle n'y pourvoit pas, les dispositions qui suivent s'appliquent:

1° Les commissaires et les syndics d'écoles doivent résilier l'engagement des personnes occupant une fonction pédagogique ou éducative pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité, après mûre délibération, à une session convoquée à cette fin.

2° Toute personne qui occupe une fonction pédagogique ou éducative et qui est congédiée en vertu du paragraphe précédent peut soumettre son grief à l'arbitrage selon les articles 100 à 102 du Code du travail. Dans ce cas, le tribunal d'arbitrage saisi du grief détermine si la procédure prescrite pour le congédiement a été suivie et si les raisons alléguées par la commission scolaire au soutien de ce congédiement constituent l'une des causes de résiliation prévues au paragraphe précédent. Ce tribunal peut annuler la décision de la commission scolaire si la procédure prescrite n'a pas été suivie ou si les motifs de congédiement ne sont pas fondés, ordonner la réintégration dans ses fonctions de la personne en cause et déterminer, s'il y a lieu, le montant de la compensation auquel elle a droit. ».

L.R.Q., c. I-14, a. 208, remp.

Décision de ne pas réengager.

15. L'article 208 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **208.** Les commissaires et syndics d'écoles peuvent décider de ne pas engager une personne occupant une fonction pédagogique ou éducative pour l'année suivante conformément à la convention collective régissant les parties.

Défaut de convention.

Toutefois, à défaut de telle convention ou si elle n'y pourvoit pas, les dispositions qui suivent s'appliquent:

1° Les commissaires et les syndics d'écoles, après avoir décidé, par résolution adoptée à une session régulièrement tenue, de ne pas engager une personne occupant une fonction pédagogique ou éducative pour l'année suivante, doivent, au moins trente jours avant la date d'expiration de l'engagement de cette personne ou, s'il s'agit d'un engagement se terminant à la fin d'une année scolaire, avant le 1^{er} juin qui précède la fin de cette année scolaire, lui signifier, par écrit, leur intention à cette fin; dans cet avis, ils ne sont pas tenus de donner les raisons qui motivent leur décision;

2° Cependant, ils doivent, sur la demande écrite et personnelle de cette personne, délivrée au moins quinze jours avant la date d'expiration de son engagement ou, s'il s'agit d'un engagement se terminant à la fin d'une année scolaire, avant le 15 juin qui précède la fin de cette année scolaire, lui donner par écrit dans les quinze jours qui suivent l'expiration de ce délai de quinze jours ou, dans le cas d'un engagement se terminant à la fin d'une année scolaire, avant le 30 juin, les raisons qui motivent leur décision, mais aucun droit d'action ne découle des raisons ainsi données de bonne foi;

3° Cette personne peut, si elle soutient que la procédure prévue par le présent alinéa pour le non renouvellement de son contrat d'engagement n'a pas été suivie, soumettre un grief à l'arbitrage. Elle peut aussi, si elle conteste les raisons données par les commissaires ou syndics d'écoles, soumettre un grief à l'arbitrage mais elle peut le faire uniquement si elle a été à l'emploi d'une commission scolaire, d'une école administrée par un ministère du gouvernement, ou d'une autre institution d'enseignement désignée par le ministre, dans laquelle elle a occupé une fonction pédagogique ou éducative pendant trois périodes de huit mois ou plus, dont chacune se situe dans une année d'engagement distincte comprise dans une période continue de pas plus de cinq ans. Un contrat de travail individuel peut, pour les fins de l'application du présent paragraphe, stipuler que des périodes d'absence sont considérées comme périodes d'emploi dans une fonction pédagogique ou éducative;

4° Le grief doit être soumis à l'arbitrage au plus tard à la date d'expiration du contrat d'engagement de cette personne, suivant les articles 100 à 102 du Code du travail;

5° Le conseil d'arbitrage saisi du grief détermine si la procédure prescrite pour le non réengagement a été suivie et, le cas échéant, si les raisons qui motivent la décision des commissaires ou syndics d'écoles sont bien fondées. Si cette procédure n'a pas été suivie ou si, le cas échéant, les motifs de la décision sont mal fondés, le conseil d'arbitrage peut annuler la décision des commissaires ou syndics d'écoles, ordonner la réintégration dans ses fonctions de la personne en cause et déterminer, s'il y a lieu, le montant de la compensation auquel elle a droit. ».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 209, mod.

16. Le paragraphe 1 de l'article 209 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « mentionné » de ce qui suit: « ou qui ne sont pas réengagées conformément aux stipulations de la convention collective »;

2° par le remplacement dans la quatrième ligne, de ce qui suit: « au paragraphe 2° de l'article 189 » par ce qui suit: « à l'article 190 ou à la convention collective ».

Effet
d'exception.

17. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

- La Commission des droits de la personne;
- Les commissions de formation professionnelle de la main-d'œuvre;
- La Commission des services juridiques;
- Les corporations d'aide juridique;
- La Société des traversiers du Québec;
- La Régie des installations olympiques;
- L'Office de la construction du Québec;
- L'Office franco-québécois pour la jeunesse;
- La Société des loteries et courses.